



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

fonctionnement

Question au Gouvernement n° 699

Texte de la question

ÉDUCATION

M. le président. La parole est à Mme Marietta Karamanli, pour le groupe SRC.

Mme Marietta Karamanli. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, dimanche dernier, 80 000 personnes se sont mobilisées dans les rues de Paris pour défendre l'école publique, l'école de la République.

M. Yves Nicolin. Ils étaient 39 000 !

Mme Marietta Karamanli. Elles entendaient ainsi dénoncer pour 2009 un nouveau budget de régression pour l'école.

Alors que l'école publique devrait être une ambition et un investissement, elle est devenue une variable d'ajustement de la politique budgétaire du Gouvernement. (*" Eh oui ! " sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

Dans le projet de budget pour 2009, ce sont 6 000 emplois d'enseignants du premier degré qui sont supprimés par différence entre les recrutements et les départs en retraite. Dans le même budget, la décision est affichée de " redéployer " les réseaux d'aide aux enfants en difficultés, ce qui revient, concrètement, à les fermer. Ce sont, là encore, 3 000 enseignants spécialisés qui quitteront une mission fondamentale. Toujours dans le même budget, dans le secondaire cette fois, ce sont 8 300 emplois qui sont supprimés.

Au total, 13 500 emplois vont disparaître, ce chiffre s'ajoutant aux 11 000 suppressions de l'année passée. Sans oublier l'annonce de 900 postes à supprimer dans l'enseignement supérieur, une première depuis quinze ans !

Dans un contexte où nous allons tous payer un plan de sauvetage des banques, où il n'est pas garanti que l'argent public ne soit pas utilisé indirectement à récompenser ceux qui ne le méritent pas, vous ne pouvez, monsieur le ministre, vous contenter de prôner la seule rigueur des finances au détriment du plus grand nombre.

Ma question est simple : réfléchissez-vous à la possibilité de ne pas céder à la seule politique que vous connaissez, à savoir supprimer des emplois qualifiés, baisser les crédits de personnels affectés à la formation de nos enfants, nécessaires pour continuer à faire de notre pays un État puissant par sa matière première et ultime, et gager ainsi l'avenir de la jeunesse ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Xavier Darcos, ministre de l'éducation nationale.

M. Xavier Darcos, *ministre de l'éducation nationale*. Madame la députée, vous évoquez la manifestation de dimanche.

M. Patrick Roy. Elle a raison !

M. Xavier Darcos, *ministre de l'éducation nationale*. J'ai vu en effet défiler 32 000 personnes (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), représentant le monde syndical, la gauche et des associations liées au parti socialiste. Comme dans tous les congrès du parti socialiste, je les ai entendu dire du mal des autres, mais pas faire beaucoup de propositions, et en particulier je ne les ai pas entendues beaucoup parler des élèves.

(*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

S'il était vrai que, comme vous nous le serinez à longueur de séances, la question du système éducatif est d'ordre quantitatif, nous serions les meilleurs du monde puisque nous dépensons, rien que pour le lycée, 22 % de plus par lycéen que la moyenne européenne.

M. Henri Emmanuelli. Et dans les collèges ?

M. Xavier Darcos, *ministre de l'éducation nationale*. Nous investissons 60 milliards d'euros pour l'école. Cessez de faire croire que parce que, dans un lycée, on sera 101 professeurs plutôt que 99 ou 100, le système scolaire

sera subitement différent.

J'assume les réformes parce que je les crois nécessaires. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

J'assume qu'à l'école primaire, nous avons lutté contre l'échec scolaire, qui faisait que 15 % des élèves rentraient en sixième sans savoir lire.

J'assume qu'au collège, à partir de la semaine prochaine, à la rentrée des vacances de la Toussaint, tous les élèves recevront, s'ils le souhaitent, deux heures par jour d'accompagnement éducatif.

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Très bien !

M. Xavier Darcos, *ministre de l'éducation nationale*. J'assume la réforme du lycée, qui est indispensable.

Aujourd'hui, 15 % de nos élèves de seconde redoublent, ce qui ne se trouve nulle part ailleurs. Nous allons les accompagner, les soutenir.

J'assume enfin le besoin de discuter avec mes personnels. Bien entendu, nous le ferons.

Mais je ne serai pas l'homme du *statu quo* et, lorsque ce ministère bougera, il se rendra utile aux jeunes.

D'ailleurs, dans un monde qui change sans cesse, qui évolue sans cesse, dire que l'école doit être celle du non-changement, du *statu quo*, c'est un crime contre l'intelligence. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC, dont de nombreux députés se lèvent. - Huées sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Marietta Karamanli](#)

Circonscription : Sarthe (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 699

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 octobre 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 22 octobre 2008